



BPIFRANCE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES
FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES

Communiqué de presse

Communiqué de presse

www.bpifrance.fr

www.entreprises.gouv.fr

Paris, le 10 juillet 2018

Bpifrance Le Lab et la DGE présentent la 8^e enquête de conjoncture ETI

Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) espèrent une très bonne année 2018 en termes d'activité, d'emploi et d'investissement, malgré le ralentissement de la croissance observée au 1^{er} trimestre et le repli des indicateurs conjoncturels au 2^e trimestre. Les indicateurs prévisionnels sont à leur meilleur niveau. Cet optimisme est tiré par une demande qui devrait continuer de se renforcer et une situation financière solide.

Cette 8^e enquête annuelle de conjoncture a été réalisée en mars-avril 2018, conjointement par la Direction générale des entreprises (DGE) du ministère de l'Économie et des Finances et Bpifrance Le Lab. Les résultats portent sur un échantillon de 531 entreprises représentatives des 3 485 entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales¹.

En 2018, les perspectives d'activité des ETI nationales restent très bien orientées particulièrement pour les plus internationalisées d'entre elles.

La demande devant continuer de se renforcer en 2018, 59% des ETI nationales anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires consolidé et, à l'inverse, seules 7% craignent une baisse. A son plus haut niveau, le solde prévisionnel d'évolution de l'activité², à +52, est en hausse de 13 points par rapport à l'année écoulée.

Du point de vue sectoriel, les ETI industrielles sont les plus confiantes en l'avenir avec un indicateur prévisionnel d'activité gagnant 22 points en 1 an (à +63). Les secteurs liés à consommation des ménages (Commerce, Transports, Hébergement-restauration) affichent également une forte progression (+15 points).

En 2017, bénéficiant du rebond de l'activité mondiale, les ETI très internationalisées³ ont dépassé leurs objectifs à l'export. Elles revoient leurs prévisions d'activité à la hausse (indicateur prévisionnel à +76 après +44) aussi bien en France qu'à l'étranger.

¹ La France compte environ 5 300 ETI, dont 3 600 hors contrôle de grands groupes étrangers (ETI dites « nationales »).

² % des ETI anticipant une hausse - % ETI anticipant une baisse.

³ Plus de 25% du CA réalisé à l'étranger, soit un quart des ETI nationales.



Une situation financière au plus haut depuis le début de l'enquête

Les freins au développement continuent de se desserrer. Les contraintes liées à la réduction des marges ont encore diminué, même si elles demeurent l'obstacle au développement le plus souvent cité (47% des citations après 51% en 2017 après 53% en 2016).

Les ETI annoncent donc une nouvelle amélioration de leur situation financière en 2017 qui devrait se poursuivre en 2018. L'indicateur de la trésorerie passée progresse de 3 points en un an (+12 après +9 en 2017 et +4 en 2016) et l'indicateur prévisionnel se stabilise à son point le plus haut, +9, depuis 2011, date de création de l'enquête.

Les autres facteurs, purement financiers (manque de fonds propres, endettement excessif ou difficulté d'accès au crédit), pèsent relativement peu. Aussi, seules 3 % des ETI font état de réelles difficultés pour obtenir des concours financiers en 2017.

Dans ce contexte porteur, l'emploi en France est attendu en forte progression, quel que soit le secteur d'activité.

Les perspectives d'emploi en France (où sont basés 87% de l'emploi des groupes ETI) sont très bien orientées, au plus haut depuis 2011, date de la première enquête. L'indicateur progresse de 14 points en 1 an (+39 après +25 en 2017).

L'évolution des effectifs à l'étranger devrait, elle aussi, s'accélérer mais dans une moindre mesure qu'en France (+4 points en 1 an à +17).

Comme les PME, les ETI ont rencontré des difficultés de recrutement plus ou moins importantes : très importantes pour 35% d'entre elles et moindres pour 55%. Pour quatre ETI sur cinq, il est difficile d'établir une adéquation entre leurs attentes et celles des candidats. Le niveau de qualification du salarié est la principale raison mise en avant (61% des citations).

L'investissement lui aussi devrait rester très dynamique en 2018

Quel que soit le profil des ETI, les investissements de croissance interne se sont fortement accrus en 2017 : +46 après +32 en 2017, à leur plus haut niveau depuis la création de l'enquête. L'augmentation est particulièrement marquée dans les Services (+21 points en un an), et les ETI fortement exportatrices (+21 points).

Cette dynamique devrait se poursuivre en 2018. En effet, le rythme des investissements de croissance interne devrait s'accélérer. L'investissement progresserait le plus fortement dans les Services.

Le rythme des opérations de croissance externe, créations de filiales et prises de participations, s'est maintenu l'année passée. En 2018, 42% des ETI pensent prendre de nouvelles participations et près d'un tiers a des projets de création de filiales. Ces projets, plus nombreux que précédemment, dépassent leur niveau de 2011. De plus, une ETI sur cinq a un projet ferme de création de filiale ou de prise de participation à l'étranger, l'Union européenne demeurant la principale zone d'implantation ciblée devant l'Asie et l'Amérique du Nord. Toutefois, la proportion de projets d'implantation en Union européenne est moindre qu'en 2017 au bénéfice de l'Asie et de l'Europe hors UE.

Dans un contexte de coût de crédit aux entreprises très favorable, les ETI souhaitent intensifier leur recours à l'endettement et aux concours bancaires plutôt qu'à l'autofinancement pour financer leurs investissements.



Méthodologie - Définition des ETI

La nouvelle catégorie des *entreprises de taille intermédiaire* a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des *petites et moyennes entreprises*⁴, et qui :

- ✓ d'une part occupent moins de 5 000 personnes ;
- ✓ d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les *grandes entreprises* (GE).

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : www.bpifrance-lelab.fr
et le quatre-pages de la DGE sur www.entreprises.gouv.fr/etudes-et-statistiques/4-pages-84-perspectives-activite-eti-francaises

Contacts presse :

Bpifrance
Annelot Huijgen
Tél. : 01 41 79 94 48
annelot.huijgen@bpifrance.fr

DGE
Anne Virlogeux et Pauline Manier
Tél : 01 79 84 30 70/ 4 31 94
anne.virlogeux@finances.gouv.fr /
pauline.manier@finances.gouv.fr

À propos de Bpifrance Le Lab

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un dérouteur d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI. Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

www.bpifrance-lelab.fr – @BpifranceLeLab - @BpifrancePresse

À propos de la Direction générale des entreprises (DGE)

Sous l'autorité du ministre de l'Économie et des Finances, la DGE élabore et met en œuvre les politiques publiques relatives à l'industrie, à l'économie numérique, au tourisme, au commerce, à l'artisanat et aux services. Ses agents sont mobilisés aux niveaux national et régional à travers les DI(R)ECCTE [directions (régionales) des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi], pour favoriser la création, le développement, l'innovation et la compétitivité des entreprises de toutes tailles, en France et à l'international. La DGE entretient des relations étroites avec les entreprises elles-mêmes et leurs représentants : organisations et fédérations professionnelles, chambres consulaires, réseaux d'accompagnement, etc.

www.entreprises.gouv.fr

⁴ Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.